Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 11 mars 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 11 mars à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Éric FERRERE, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

14 MARS 2025

que la convocation du Conseil a été faite le **3 mars 2025** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **24**.

Le Maire

MAIRIE DES AVIRONS ★ DE LA RÉUNION

Eric FERRERE

Présents : M. Éric FERRERE – M. Alphonse HOARAU – M. Jean Daniel DENNEMONT – Mme Christelle ETHEVE-VADIER – M. Fabrice PAYET – Mme Reine Claude ROPAULD LENCLUME – M. Frédo FERRERE – M. Jean Hugues LESQUELIN – M. Pierrot CANTINA – Mme Nathalie CALTEAU – Mme Suzie CUVELIER – M. Jean Max ROPAULD – Mme Marcella MAZEAU – Mme Lise Marie DANDIN – Mme Marie Hélène RICQUEBOURG – Mme Christine BARET – M. Laurent LENCLUME – M. Stéphane VARCOURT – Mme Julie Rose MEZINO – M. René VLODY – Mme Colette ANELARD CADERBY – Mme Annick SEVERIN – Mme Suzette RIVIERE – M. Raphaël RIVIERE.

Procurations : Mme Julia DUBOURG BEGUE a donné mandat à Mme Christelle ETHEVE-VADIER – **Mme Séverine MARA** a donné mandat à M. Alphonse HOARAU – **Mme Roseline LUCAS** a donné mandat à Mme Colette ANELARD CADERBY.

Absents : Mme Nadia ROCHE LESQUELIN – Mme Line Rose BAILLIF – M. Bruno CORÉE – M. Jean Christophe HOAREAU – M. Emile PERMALNAICK – M. Paul FORT.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Monsieur Stéphane VARCOURT** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, **Monsieur Stéphane VARCOURT** est désigné pour en assurer les fonctions.

& &
&

AFFAIRE N° 2 / Orientations budgétaires 2025

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un

rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Cette délibération, doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

Ainsi, par son vote, l'assemblée délibérante prend non seulement acte de la tenue du débat mais également de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication.

Dans ce cadre, pour l'année 2025, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

RAPPORT D'ORIENTATIONS 2025

COMPTE PRINCIPAL

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune *(source INSEE)*

La population légale totale au **1er janvier 2022** entrée en vigueur au 1/01/25 s'établit à **11 663** habitants.

Densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2021	435,2
Superficie en km²	26,3
Variation de la population : taux annuel moyen entre 2015 et 2021, en %	0,4
Nombre de ménages en 2021	4 625
Naissances domiciliées en 2023	144
Décès domiciliés en 2023	56
Nombre total de logements en 2021	5 380
Part des résidences principales en 2021, en %	85,7
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2021, en %	3,6
Part des logements vacants en 2021, en %	10,7
Nombre de ménages fiscaux en 2021	4 715
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2021, en euros	20 110
Taux de pauvreté en 2021, en %	28
Emploi total (salarié et non salarié)	1 888
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2021	24,00

B. Quelques éléments sur le contexte financier national

Le projet de loi de finances prévoit de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros.

Il ambitionne de réduire **le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025,** après un dérapage à 6,1 % en 2024 et après 5,5 % en 2023. La part de la dette publique atteindrait 115,5 % du PIB. Le **déficit de l'État** s'élèverait à **139 milliards d'euros** (Md€).

Pour combler le déficit public, le texte prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs de 23,6 Md€.

Conformément aux lois de programmation, les budgets des ministères régaliens sont préservés : la Défense, l'Intérieur et la Justice.

Le budget des Outre-mer a été revalorisé pour répondre notamment à la reconstruction de Mayotte.

À l'inverse, les budgets de plusieurs ministères diminuent : Travail avec notamment une baisse des aides à l'apprentissage, Enseignement supérieur et Recherche, Écologie, Agriculture, Aide publique au développement... de même que les crédits du Service national universel.

Le niveau d'indemnisation des arrêts de maladie de courte durée des fonctionnaires est porté à 90 % (contre 100 % aujourd'hui).

.../...

Un effort budgétaire de 2,2 Md€ est demandé aux plus grandes collectivités locales (au lieu des 5 Md€ envisagés par le gouvernement à l'automne).

Le fonds vert, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, est en baisse par rapport à 2024 mais moins que prévu initialement.

S'agissant plus spécifiquement des collectivités locales,

L'effort est moins brutal que ce qui était annoncé initialement, les communes, EPCI, départements et régions devront tout de même endurer une ponction de 2,2 milliards d'euros sur leurs recettes, soit un peu moins de la moitié de l'effort de 5 milliards d'euros originel qui leur était demandé.

Dans le détail, cette contribution se décompose en deux mesures : un gel de la TVA (qui coûtera 1,2 milliard d'euros aux collectivités) et la mise en place d'un dispositif de mise en réserve d'un milliard d'euros, appelé Dilico (pour *« dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales »)*.

Ce dernier ciblera quelque 2 000 collectivités en ponctionnant les recettes des communes et des EPCI à hauteur de 500 millions d'euros, celles des départements de 220 millions et celles des régions de 280 millions d'euros.

Reste que la somme ainsi prélevée devra être reversée aux collectivités contributives, par tiers, pendant trois ans.

Le fonds vert va passer de 2,5 milliards à 1,15 milliard d'euros.

Les cotisations employeurs à la caisse de retraite des collectivités locales (CNRACL) vont également augmenter de 12 points ce qui pèsera plus d'un milliard d'euros sur les budgets locaux.

La DGF sera finalement revalorisée de 150 millions d'euros.

Les crédits de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) sont minorés et la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) sera, quant à elle, préservée cette année.

C. Le contexte financier communal

1. En dépenses :

1.1 A l'image des dépenses de l'Etat, l'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement doit être poursuivi :

L'élaboration du budget primitif 2025 s'inscrit dans le cadre de dotations de l'Etat identiques à 2024. Au regard de cette stagnation, la vigilance sur l'évolution des dépenses notamment de fonctionnement doivent demeurer un point particulier d'attention.

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
D.R F	12 977	12 871	13 168	14 213	16 028	16 512
Evolution %	4,57 %	-0,82 %	2,31 %	7,94 %	12,77 %	3,02 %

En 2024, l'évolution des dépenses est globalement plutôt maîtrisée (+ 3,02 %). Les évolutions du poste charges générales plus 6,72 % et du poste dépenses de personnel + 6,31 % sont encore fortes.

.../...

1.2 La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

Depuis 2018, l'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses.

Ainsi, les orientations doivent indiquer le ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure en divisant l'encours de dette au 31/12 par l'épargne brute.

Ledit ratio se mesure en années, pour rappel pour atteindre ces objectifs, l'Etat fixe les plafonds à ne pas dépasser. Il fixe une norme autour de l'endettement des communes. Ainsi, pour les communes, le seuil limite est de 11 ans et le seuil critique de 13 ans.

La moyenne 2024 de la commune des Avirons est de 6,99 années. Elle était de 10,22 années en 2023.

Ce ratio montre une bonne restauration de notre épargne brute et nous redonne des marges pour recourir à l'emprunt.

2. En recettes :

Nous avons bénéficié en 2024 d'une bonne dynamique sur le produit de l'octroi de mer (plus 647 000 euros) ce qui nous a permis de conforter nettement notre épargne.

En 2025, les recettes prévisionnelles totales s'établissent à un prévisionnel de plus 1,09 % soit une relative stabilité. A noter néanmoins, une baisse des recettes pour le remboursement attendu de l'ETAT sur les contrats PEC et une baisse de l'octroi de mer.

En matière d'imposition directe, la prospective table sur une évolution des bases de + 1,7 %.

Pour rappel, nos recettes réelles de fonctionnement ont évolué ainsi :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL RRF	13 850	14 204	15 421	16 381	17 508	18 619
Evolution	*4,58 %*	*2,49 %*	*7,89 %*	*5,86 %*	*6,44 %*	*5,97 %*

Synthétiquement, le contexte financier 2025 est placé sous le signe d'une stabilisation des recettes.

Le budget 2025 va se construire selon les grandes lignes suivantes :

- ✓ **Un niveau d'endettement contrôlé au regard du ratio de désendettement ;**
- ✓ **Une épargne nette reconstituée ;**
- ✓ **Des dotations stabilisées ;**
- ✓ **Des bases fiscales tablées sur une évolution de 1,7 % sans augmentation des taux de taxes foncières ;**
- ✓ **Des dépenses de personnel encore en progression ;**
- ✓ **Des efforts continus pour contenir l'évolution des charges générales ;**
- ✓ **Une dynamique d'investissement maintenue à un niveau équivalent à 2024.**

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

.../...

a. **Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée : (en KE) :**

En dépenses réelles de fonctionnement :

Alors que sur les années 2022-2023, les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse importante du fait du contexte inflationniste (augmentation du prix des approvisionnements et mesures salariales compensatrices). En 2024, les répercussions ont été moindres. En 2025, l'inflation devrait continuer à ralentir avec une prévision de 1,6 %. Sur ce critère, l'évolution de nos charges générales devrait, donc, être moindre. La trajectoire proposée est basée sur une hausse maximale moyenne des charges réelles de 5.73 %. Cet objectif nous permet d'intégrer les évolutions en matière de charges de personnel, les surcoûts des participations telles que le SDIS, et bien entendu le coût supplémentaire des équipements mis en service lors des récents investissements.

ANNEES	2019	2020	2021	2022	2023	prov 2024	2025	2026	2027
Charges de personnel	8 808	8 899	9 090	9 873	10 319	10 970	**11 510**	11 964	12 143
Evolution	*0,29 %*	*1,03 %*	*2,15 %*	*8,61%*	*4,51 %*	*6,31 %*	***4,92 %***	*3,94 %*	*1,50 %*
Charges à caractère général (011)	2 921	2 396	2 663	2 943	3 154	3 366	**3 451**	3 554	3 625
Evolution	*9,41 %*	*-18 %*	*11,14 %*	*10,50 %*	*7,16 %*	*6,72 %*	***2,53 %***	*2,98 %*	*2,00 %*
Atténuation de produit	295	289	294	300	299	300	**300**	300	300
Evolution	*4,32 %*	*-2,03 %*	*1,73 %*	*2,04 %*	*-0,33 %*	*0,33 %*	***0,00 %***	*0,00 %*	*0,00%*
Contingent et participations (hors CCAS et subv Asso)	331	354	492	448	408	448	**480**	505	535
Evolution		*6,95 %*	*38,98 %*	*-8,94 %*	*-8,93 %*	*9,80 %*	***7,14 %***	*5,21 %*	*5,94 %*
Subventions versées au CCAS	350	418	380	385	1 600	1 130	**1 400**	1 400	1 400
Evolution		*19,43 %*	*-9,09 %*	*1,32 %*	*315,58 %*	*-29,38 %*	***23,89 %***	*0 %*	*0 %*
Subventions versées assoc	272	249	234	255	249	292	**317**	320	320
Evolution		*-8,46 %*	*-6,02 %*	*8,97 %*	*-2,35%*	*17,27 %*	***8,56 %***	*0,95 %*	*0,00 %*
CH Réelles de fonctionnement	**12 977**	**12 871**	**13 168**	**14 213**	**16 028**	**16 512**	**17 458**	**18 043**	**18 323**
Evolution		*-0,82 %*	*2,31 %*	*7,94 %*	*12,77 %*	*3,02 %*	***5,73 %***	*3,35 %*	*1,55 %*

En recettes, nous sommes plutôt dans un contexte de stabilité malgré une baisse des recettes de l'octroi de mer et des recettes escomptées sur les contrats aidés. Les dotations en provenance de l'Etat devraient être stables.

.../...

En recettes réelles de fonctionnement **(en KE) :**

ANNEES	2019	2020	2021	2022	2023	prov 2024	2025	2026	2027
Octroi de mer	5 612	5 844	6 465	6 907	6 952	7 599	**7 417**	7 535	7 650
Evolution	*-0,77 %*	*3,97 %*	*9,61 %*	*6,40 %*	*0,65 %*	*8,51 %*	***-2,45 %***	*1,57 %*	*1,50 %*
Contributions directes (avec compensations fiscales)	2 491	2 597	2 725	2 900	3 204	3 343	**3 400**	3 455	3 506
Evolution	*3,49 %*	*4,08 %*	*4,70 %*	*6,03 %*	*9,49 %*	*4,16 %*	***1,68 %***	*1,59 %*	*1,45 %*
Taxes/ carburants	1 073	961	1 083	1 083	1 128	1 134	**1 134**	1 134	1 134
Evolution	0	*-11,65 %*	*11,27 %*	*0,00 %*	*3,99 %*	*0,53 %*	***0,00 %***	*0,00 %*	*0,00 %*
Autres impôts et taxes *(FPIC, Taxes mutations)*	607	476	628	723	697	653	**903**	600	550
Evolution	*0,49 %*	*-27,52 %*	*24,20 %*	*13,14 %*	*-3,73 %*	*-6,74 %*	***27,69 %***	*-50,50 %*	*-9,09 %*
S/T Impôts et taxes	**9 783**	**9 878**	**10 901**	**11 613**	**11 981**	**12 729**	**12 854**	**12 724**	**12 840**
Evolution	*0,49 %*	*0,96 %*	*9,38 %*	*6,13 %*	*3,07 %*	*5,88 %*	***0,97 %***	*-1,02 %*	*0,90 %*
Dotation forfaitaire	1 059	1 042	1 034	1 034	1 053	1 057	**1 057**	1 074	1 091
Evolution	*3,30 %*	*-1,63 %*	*-0,77 %*	*0,00 %*	*1,80 %*	*0,38 %*	***0,00 %***	*1,58 %*	*1,56 %*
Compensations contrats aidés	870	836	952	1 044	1 059	929	**809**	850	850
Evolution	*-16,18 %*	*-4,07 %*	*12,18 %*	*8,81 %*	*1,42 %*	*-13,99 %*	***-14,83 %***	*4,82 %*	*0,00 %*
Autres recettes *(dont DNP, , partic diverses ,compensations)*	1 489	1 746	1 660	1 792	1 710	1 963	**1 963**	2 000	2 000
Evolution		*14,72 %*	*-5,18 %*	*7,37 %*	*-4,80 %*	*12,89 %*	***0,00 %***	*1,85 %*	*0,00 %*
S/T Dotations et participations	**3 418**	**3 625**	**3 646**	**3 870**	**3 822**	**3 949**	**3 829**	**3 924**	**3 941**
Evolution	*0,30 %*	*5,71 %*	*0,58 %*	*5,79 %*	*-1,26 %*	*3,22 %*	***-3,13 %***	*2,42 %*	*0,43 %*
Redevances et recettes diverses (70+75+013)	**650**	**701**	**797**	**835**	**1 739**	**1 941**	**2 141**	**2 100**	**2 100**
Evolution		*7,28 %*	*12,05 %*	*4,55 %*	*51,98 %*	*10,41 %*	***9,34 %***	*-1,95 %*	*0,00 %*
TOTAL RRF	**13 850**	**14 204**	**15 421**	**16 381**	**17 508**	**18 619**	**18 824**	**18 748**	**18 881**
Evolution	*4,58 %*	*2,49 %*	*7,89 %*	*5,86 %*	*6,44 %*	*5,97 %*	***1,09 %***	*-0,41 %*	*0,70 %*

.../...

En termes d'analyse budgétaire, nous sommes à :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
D.R F	12 977	12 871	13 168	14 213	16 028	16 512
R.R F	13 850	14 204	15 421	16 381	17 508	18 619
Excédent brut de fonctionnement	873	1 333	2 253	2 168	1 480	2 107
Résultat financier (Pdt-ch)	-273	-237	-231	-213	-275	-291
Résultat exceptionnel (Pdt-ch)	-57	-120	668	-4	19	155
Epargne brute	544	976	2 689	1 952	1 223	1 970
Remboursement du capital de la dette	894	938	1 065	1 047	1 100	973
Epargne nette	-350	38	1 624	905	123	997
Recettes propres d'investissement et subventions (hors 1068) plus Epargne brute	3 567	5 967	6 177	6 890	11 155	7 469

En 2024, l'épargne nette est correcte.

En 2025, au regard des dépenses de fonctionnement envisagées et des recettes, l'excédent brut de fonctionnement tombe à 1 366 000 ; L'annuité de la dette étant à 1 360 000 euros, si nous voulons maintenir une épargne positive des économies s'imposent ; Les niveaux de dépenses envisagées sont à considérer comme des maximas et devront être limitées autant que possible.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses d'investissement des chapitres 20,21,23 et 27	6 576	4 172	8 333	7 748	9 519	9 923	9 998

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produit des emprunts	1 376	2 171	1 739	1 473	1535	2168	2183
Ressources propres (FCTVA, Taxe d'amenag, subventions) y/C RAR	3 023	4 991	3 487	4 930	9 932	5 498	8 251
Epargne	-350	38	1 524	905	123	997	0
TOTAL recettes	4 049	7 200	6 750	7 308	11 590	8 663	10 434
Résultats de l'exercice (RI-DI)	-2 527	3 271	-4 272	-431	2 071	-1 258	436
Résultats antérieurs	2 133 *(2018)*	-394	2 877	1 395	964	3 035	1 777
Résultats finaux	-394	2 877	1 395	964	3 035	1 777	1 947

Le fonds de roulement est positif. Le programme d'investissements 2024, bien subventionné, y a contribué. La Commune affiche des ressources stables et une certaine capacité à faire face à ses besoins de trésorerie.

Perspectives à court terme

Il convient, pour 2025, de maintenir un niveau d'épargne positif. Ce maintien passe notamment par une gestion rigoureuse des effectifs communaux et des charges générales mais aussi par un confortement des recettes.

.../...

1. **S'agissant des effectifs communaux**

Pour 2025, la prospective prend en compte :

- ✓ Un recours strict aux contrats PEC œuvrant au sein des différents services. Le quota d'appel aux PEC est établi sur un maximum de 155 contrats pour l'année (sous réserve de l'obtention du quota) ;
- ✓ L'impact des mesures relatives à la refonte du régime indemnitaire,
- ✓ La prise en compte des dépenses liées au chantier d'insertion porté par le CCAS.
- ✓ La prise en compte de la hausse des cotisations CNRACL ;
- ✓ La prise en compte de l'effet *« glissement, vieillesse, technicité »* ;
- ✓ Les charges pour les recrutements nouveaux ;
- ✓ L'augmentation prévisionnelle des dépenses ne doit pas dépasser plus de 5 %.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Emplois titulaires	92 Dont 8 A 17 B 67 C	108 Dont 11 A 14 B 83 C	100 Dont 9 A 15 B 76 C	102 Dont 11 A 18 B 73 C	101 Dont 11 A 19 B 71 C	106 Dont 13A 21B 72C
Non titulaires en CDI	18	23	19	18	18	24
Contractuels en CDD	47	49	58	61	68	63
Apprentis	0	0	0	0	0	0
PEC	140	130	148	146	145	146
TOTAL	**316**	**310**	**325**	**327**	**332**	**339**

En 2024, le temps de travail (agents permanents et non permanents, titulaires et contractuels de droit public) :

- ✓ Temps complet : 129 agents permanents et 58 agents non-permanents ;
- ✓ Temps non complet : 5 agents permanents et 1 non permanent ;
- ✓ 1 agent titulaire en disponibilité.

En 2025, l'effectif global devrait rester stable avec un prévisionnel d'environ 339 agents (4 départs en retraite en fin d'année compensés par des restructurations internes, plus 1 agent administratif titulaire, 1 PEC de plus et 2 agents techniques).

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

NATURE	LIBELLES		% EV. 19/18	2020	% EV. 20/19	2021	% EV. 21/20	2022	% EV. 22/21	2023	% EV. 23/22	2024	% EV. 24/23	2025	% EV. 25/24
6331	*Versement de transport*	105 746,00	-0,92%	104 774,00	-0,92%	107 839,00	2,93%	123 395,00	14,43%	130 001,00	5,35%	121 825,00	-6,29%	124 017,00	1,80%
6332	*Cotisations versées au FNAL*	26 458,00	-0,95%	26 233,00	-0,85%	26 988,00	2,88%	29 598,00	9,67%	31 141,00	5,21%	24 550,00	-21,17%	25 041,00	2,00%
6336	*Cotisations cnfpt et cdg*	68 532,28	-0,84%	58 359,02	-14,84%	78 096,29	33,82%	111 989,32	43,40%	118 093,37	5,45%	131 130,47	11,04%	137 686,99	5,00%
64111	*Rémunération principale personnel titulaire*	2 229 117,81	5,52%	2 402 694,41	7,79%	2 303 242,07	-4,14%	2 396 512,65	4,05%	2 501 101,62	4,36%	2 637 175,16	5,44%	2 787 175,16	5,69%
64112&113	*NBI,supplément familial de trait.et ind.résidence personnel titulaire*	58 932,69	-12,82%	54 567,05	-7,41%	51 383,09	-5,83%	52 447,31	2,07%	53 324,84	1,67%	45 720,79	-14,26%	46 635,00	2,00%
64118	*Autres indemnités personnel titulaire*	1 416 720,13	8,84%	1 540 998,45	8,77%	1 486 171,39	-3,56%	1 537 954,46	3,48%	1 592 959,93	3,58%	1 650 086,98	3,59%	1 740 086,98	5,45%
64131	*Remunérations personnel non titulaire*	1 325 356,43	-9,47%	1 312 219,25	-0,99%	1 540 218,54	17,38%	1 921 362,12	24,75%	2 048 670,26	6,63%	2 278 263,57	11,21%	2 328 263,57	2,19%
64162	*Emplois d'avenir*	15 211,68	-90,18%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
64168	*Autres emplois d'insertion*	1 692 064,19	7,97%	1 507 397,44	-10,91%	1 546 311,50	2,58%	1 761 993,96	13,95%	1 830 237,15	3,87%	1 940 623,40	6,03%	2 152 624,00	10,92%
6417	*Remunérations des apprentis*	13 090,32	-30,98%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
6451	*Cotisations à l'urssaf*	763 670,00	-2,99%	774 336,00	1,40%	836 057,00	7,97%	786 126,75	-5,97%	833 542,00	6,03%	834 656,00	0,13%	836 000,00	0,16%
6453	*Cotisations aux caisses de retraites*	853 680,33	2,82%	888 106,40	4,03%	869 587,97	-2,09%	913 944,89	5,10%	955 743,80	4,57%	1 029 218,82	7,69%	1 071 218,82	4,08%
6454	*Cotisations aux assedic*	123 135,80	-19,43%	113 787,91	-7,59%	124 444,82	9,37%	142 303,56	14,35%	150 745,88	5,93%	160 635,63	6,56%	162 000,00	0,85%
6455	*Cotisations pour assurance personnel*	70 392,54	11,94%	73 093,26	3,84%	73 535,43	0,60%	74 759,86	1,67%	50 748,36	-32,12%	50 539,39	-0,41%	78 000,00	54,34%
6456	*Versement au fnc du supplément familial*	18 157,00	5,90%	20 481,00	12,80%	20 955,00	2,31%	20 716,00	-1,14%	19 532,00	-5,72%	18 416,00	-5,71%	19 000,00	3,17%
6457	*Cotisations sociales liées a l'apprentissage*	829	-28,53%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
6472	*Prest.familiales directes*	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!
6475	*Médecine du travail-pharmacie*	27 170,34	-0,99%	21 989,34	-19,07%	24 895,77	13,22%	269,35	-98,92%	736	173,25%	1 786,26	142,70%	1 800,00	0,77%
6478	*Autres charges sociales diverses*	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!		#DIV/0!	45384,28	#DIV/0!		#######
6488	*Autres*		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!	2 073,70	#DIV/0!	0,00	-100,00%	0,00	#DIV/0!
	TOTAL	**8 808 264,54**	0,29%	**8 899 036,53**	1,03%	**9 089 725,87**	2,14%	**9 873 373,23**	8,62%	**10 318 650,91**	4,51%	**10 970 011,75**	6,31%	**11 509 548,52**	4,92%

.../...

2. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette au 1/01/2025 s'établit à 13 701 348,06 euros soit 1 174,77 euros par habitant.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Encours au 31/12	9 737	10 970	11 644	12 071	12 506	13 702
CAF	544	976	2 689	1 952	1 223	1 970
Ratio de capacité de désendettement	17,90	11,24	4,33	6,18	10,22	6,95

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 47,11 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 52,89 %

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

Pour l'année 2025, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 1 025 429,27
- Intérêts : 333 730,66

3. Opérations d'investissements

Globalement, la Commune escompte, pour 2025, sur un budget global annuel de 18 824 000 euros en fonctionnement et 9 938 952 millions d'euros en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles retracées au tableau ci-dessous.

Il est également nécessaire d'acter le travail poursuivi avec les autres partenaires institutionnels pour disposer d'une vision globale des actions proposées.

Ainsi :

Avec la CIVIS :

- Poursuite de la mise en place du programme Petite Ville de Demain en vue de travailler sur la transformation de la ville. Pour 2025, les actions liées à la mobilité seront privilégiées
- Poursuite des actions nécessaires à :
  - L'implantation d'une déchetterie sur le territoire : négociation pour l'acquisition du foncier,
  - La création de zones économiques : faisabilité suite identification des zones au PLU,
  - L'implantation de kiosques à caractère économique : faisabilité suite identification des zones au PLU,
- Poursuite de la collaboration pour que la Commune continue à disposer d'un cadre environnemental correct : déchets, performance des réseaux,
- Réalisation des travaux d'amenée de l'eau de la route Hubert Delisle vers le Tévelave,
- Poursuite du réseau d'assainissement des eaux usées : création du réseau partie basse Tévelave, études réseau d'assainissement du chemin n°1 vers Etang-Salé,
- Poursuite de la démarche Porte de Parc et notamment sur 2025 :
  - Etudes pré-opérationnelles pour la création d'un village forestier au Tévelave
  - L'aménagement et la valorisation de points d'intérêts sur le Tévelave

.../...

- Poursuite de l'accompagnement au développement d'activité écotouristique

Avec le Conseil Départemental :

- ✓ Etudes de maîtrise d'œuvre PRODEO ;
- ✓ Poursuite du développement d'un projet de mise en valeur de la biodiversité sur le Tévelave (maison de la biodiversité) ;
- ✓ Mise à disposition du foncier pour la délocalisation du collège Adrien Cadet et début des études de maîtrise d'œuvre ;
- ✓ Etudes trottoirs Rue Roger Mondon, Route des Poivriers (de la RD16 jusqu'au pont) ;
- ✓ Implantation d'une piste cyclable ;
- ✓ Travail partenarial pour la concrétisation de l'EHPAD *« Charité Many »*.

Avec la Région Réunion

- ✓ Poursuite des échanges pour pouvoir bénéficier des fonds européens : En 2025, pouvoir bénéficier des financements ITI : 2 projets : Aménagement de l'Aire de jeux du Tévelave et aménagement de l'espace Père Martin.

Avec l'EPFR :

- ✓ Poursuite du partenariat avec l'EPFR pour maîtriser le foncier phare pour la Commune.

La Commune, pour sa part,

- ✓ Poursuit ses actions de soutien au secteur associatif ;
- ✓ Poursuit sa politique d'animation culturelle, sportive et sociale ;
- ✓ Poursuit l'accroissement de l'action sociale au profit des personnes les plus défavorisées et fragilisées avec notamment en 2025 les travaux d'investissement pour la création du centre social et de l'espace intergénérationnel chemin Kerbel ;
- ✓ Poursuit son soutien au développement de l'activité économique pour la création d'emplois en encourageant des porteurs de projets à s'implanter sur le territoire ;
- ✓ Poursuit le développement du territoire en améliorant le cadre de vie des habitants ; Cette orientation passe notamment par une action forte sur le réseau routier, par la création d'espaces publics mais aussi par l'offre d'équipements publics.

Les investissements communaux programmés en 2025 sont listés au document ci-joint.

.../...

Les opérations d'investissement :

	2025	2026	2027
FONCIER			
Remboursement EPFR portages	383 000,00	383 000,00	278 000,00
Acquisitions foncières	550 000,00		
SOUS/TOTAL	**933 000,00**	**383 000,00**	**278 000,00**
VOIRIE ET PARKING			
Etudes			
Sentier bihel	40 000,00	600 000,00	
Etudes désenclavement du quartier Persée	40 000,00	500 000,00	500 000,00
Etudes de modernisation Impasse Techer	40 000,00	350 000,00	
Sentier zézé		20 000,00	500 000,00
Réalisation d'une jonction à l'arrière des services techniques Tévelave			1 000 000,00
Poursuite Etudes chemin du Cap	50 000,00	300 000,00	300 000,00
Elargissement et trottoirs chemin n°1	50 000,00	300 000,00	300 000,00
Etudes et travaux Voirie désenclavement du quartier fonds creux	60 000,00	500 000,00	500 000,00
Reprise Sincère Mazeau et sens de circulation Camille Roche		40 000,00	1 000 000,00
Etudes Couverture des caniveaux Camphrier, Boyer Cendrine	80 000,00	600 000,00	600 000,00
Etudes création de parking au Ruisseau	40 000,00	300 000,00	
Etude modernisation Antoine Zettor	40 000,00	1 000 000,00	
SOUS/TOTAL	**390 000,00**	**3 760 000,00**	**6 100 000,00**
TRAVAUX			
Etudes et travaux Voirie modernisation du chemin Barouty	186 000,00		
Etudes et travaux Voirie désenclavement du quartier Bataille	306 500,00		
Modernisation de l'allée intérieure du cimetière	60 000,00		
SOUS/TOTAL	**552 500,00**		
ESPACES PUBLICS			
Etudes			
Réalisation d'une aire de jeu au Tévelave (chemin Emilien Grondin)		1 100 000,00	
Aménagement d'un site patrimonial d'intérêt historique avéré pour la valorisation de la mémoire du Père Martin		970 000,00	
Etudes création du cimetière	70000,00		
Etudes création école du Tévelave		300 000,00	
Etudes pour la création d'un parc boisé intergénérationnel		40 000,00	650 000,00
SOUS/TOTAL	**70 000,00**	**2 410 000,00**	**650 000,00**

.../...

	2025	2026	2027
Travaux			
Voile d'ombrage extérieur salle de veillée	10 000,00		
Murets divers à construire cimetière et autres	40 000,00		
Récupération des eaux pluviales terrain attenant à la mairie du centre	40 000,00		
Prestation artistique portraits	15 000,00		
Création d'un parking sommaire au Ruisseau	30 000,00		
Travaux issus du schéma de mobilité (création park gare routière signalétique)	100 000,00		
SOUS/TOTAL	**235 000,00**		
EQUIPEMENTS SPORTIFS ET ANNEXES			
Etudes et travaux			
Travaux de réfection du saut en longueur et du site d'espace de musculation	50 000,00		
Etudes Récupération des eaux pluviales du Complexe Sportif	30 000,00	220 000,00	
Etudes et travaux réouverture sentier Deveaux	50 000,00		
SOUS/TOTAL	**130 000,00**	**220 000,00**	
BATIMENTS PUBLICS			
Etudes			
Poursuite des études pour la création d'un bâtiment administratif police municipale et CCAS	300 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
Etudes de programmation pour l'affectation de la maison Martocq en un site culturel et patrimonial		80 000,00	
Etude de reconfiguration de l'espace et du bâti local 3eme âge Centre-Ville		50 000,00	
Travaux de restructuration de la maison blanche du Tévelave	80 000,00		
Poursuite des études pour la réhabilitation de l'hôtel de ville		250 000,00	1 500 000,00
SOUS/TOTAL	**380 000,00**	**1 580 000,00**	**2 700 000,00**
Travaux			
Réalisation d'une maison de quartier chemin Fonds Maurice	780 000,00		
Etudes et travaux Réhabilitation de l'église du TEVELAVE	457 000,00		
Construction d'un tiers lieu intergénérationnel	410 000,00		
SOUS/TOTAL	**1 647 000,00**		
GROS MATERIELS			
Acquisition de matériel roulant	300 000,00	150 000,00	150 000,00
Acquisition de mobilier et équipements pour les services communaux	262 000,00	200 000,00	200 000,00
SOUS/TOTAL	**562 000,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
Remboursement en capital de la dette	**1 359 160**	**1 416 700,00**	**1 365 992,00**
TOTAL GENERAL	**6 258 660,00**	**9 769 700,00**	**11 443 992,00**

(plus 3 680 292,00 en restes à réaliser)

.../...

En recettes de subventions escomptées, pour l'année 2025, la Commune peut escompter une enveloppe prévisionnelle globale de : 4 038 000,00 euros

FCTVA	1 000 000,00
Fonds de concours CIVIS	300 000,00
Taxe d'aménagement et autres fonds	250 000,00
Conseil Départemental PDT	1 487 000,00
Etat DETR	247 000,00
Office de l'eau Récupérateur eaux de pluie	20 000,00
Cession foncière	234 000,00
Prélèvement sur la section de fonctionnement	500 000,00

Les restes à réaliser en recettes étant de 3 762 575,00, le recours à l'emprunt va avoisiner une enveloppe de 2 200 000 euros.

Il nous faut avancer sur nos études pour pouvoir disposer des dossiers techniques et pouvoir solliciter l'octroi de subventions supplémentaires.

En 2025, la Commune ne prévoit pas d'engagements pluriannuels. Toutefois, cette technique comptable devra probablement être mise en œuvre en 2026-2027 au regard du coût important de certaines opérations.

Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à :

- Prendre acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2025,
- Prendre acte de la tenue du débat,
- Approuver les orientations et à les fixer telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Après discussion et débat, le Conseil Municipal, **à la majorité absolue (2 abstentions : Mme Colette ANELARD CADERBY – Mme Roseline LUCAS par procuration)** :

- Prend acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débat des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2025,
- Prend acte de la tenue du débat,
- Approuve les orientations et les fixe telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Le Maire certifie que le présent document a été reçu à la Sous Préfecture de ST-PIERRE

LE 14 MARS 2025

Publiée le : 17 MARS 2025

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire

Eric FERRERE

MAIRIE DE SAVIRON ★ ILE DE LA REUNION ★

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion ; 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.